Le rôle de l'espace public dans la révolution de Jasmin à Tunis

The role of the public space during the Jasmine Revolution in Tunis

Emna Khemiri

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/paysage/17024>

DOI : 10.4000/paysage.17024

ISSN : 1969-6124

Éditeur :

École nationale supérieure du paysage de Versailles-Marseille, Institut national des sciences
appliquées Centre Val de Loire - École de la nature et du paysage, École nationale supérieure
d'architecture et de paysage de Bordeaux, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de
Lille, Agrocampus Angers

Référence électronique

Emna Khemiri, « Le rôle de l'espace public dans la révolution de Jasmin à Tunis », *Projets de paysage*
[En ligne], 7 | 2012, mis en ligne le 04 janvier 2012, consulté le 07 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/paysage/17024> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/paysage.17024>

Ce document a été généré automatiquement le 7 mai 2021.

La revue *Projets de paysage* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons
Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Le rôle de l'espace public dans la révolution de Jasmin à Tunis

The role of the public space during the Jasmine Revolution in Tunis

Emna Khemiri

« L'histoire se lit dans la rue. »

Colette Fellous, *Avenue de France*¹

- 1 La question de l'espace public n'intéresse pas que le juriste, le philosophe ou l'homme politique. Elle est également au cœur des préoccupations de l'architecte et du paysagiste interpellés par tout ce qui a trait au paysage urbain². Ce dernier est défini comme un fait culturel, le produit d'une relation de l'homme à l'espace bâti, dans lequel vivent et travaillent des citoyens. La manière dont l'individu ou une collectivité se représentent l'espace public, dont ils l'occupent, dont ils s'y meuvent, et la nature de l'activité qu'ils y pratiquent (déplacement, promenade, shopping, rassemblement...) renseignent autant sur les représentations culturelles que sur la structure de l'espace urbain lui-même.
- 2 C'est pour ces raisons que le paysagiste, de nos jours, ne privilégie plus, dans son champ d'investigation et de réflexion, le paysage traditionnel, défini comme une « vue d'ensemble, qu'offre la nature, d'une étendue de pays, d'une région » ; ou l'espace naturel, vierge de toute trace humaine, invitant à savourer une vue panoramique dans le silence et la solitude, mais aussi, et par extension de sens, une « vue d'ensemble d'un endroit quelconque (ville, quartier, etc.). On parle alors de paysage urbain. Le paysagiste porte alors son regard sur l'espace urbain, sur des paysages minéraux, saturés de présence humaine, de bruit et de mouvement et dans lequel les hommes écrivent des moments, des pages de leur histoire.
- 3 Le paysage urbain que nous voudrions évoquer dans cet article correspond à l'espace de la ville de Tunis pendant la révolution du 14 janvier 2011. Nous nous pencherons en particulier sur la métamorphose des espaces publics en espace public.
- 4 Dans son essai sur *L'Espace public*, le philosophe Thierry Paquot soulève avec raison le problème de la polysémie de ce terme : « *L'espace public* est un singulier dont le pluriel,

les espaces publics, ne lui correspond pas³. » Dans le lexique des architectes, des urbanistes et des paysagistes, mais aussi dans celui des conseillers municipaux qui s'occupent de l'aménagement de la ville, le mot s'emploie surtout au pluriel. Dans sa définition de l'espace public, le géographe Pierre Donadieu écrit : « Selon les urbanistes, l'espace public est la partie du domaine public non bâti qui est affecté à des usages publics, c'est-à-dire en principe à tous. Y entrent notamment la voirie et les espaces verts qui sont réglementés par le code de l'urbanisme. L'espace public s'oppose à l'espace collectif, semi-privatif (ou semi-public), qui est réservé à un groupe social, comme les habitants, usagers d'espaces extérieurs d'immeubles ou de lotissements, mais aussi à l'espace privé, familial et domestique. Lieu de l'anonymat et des rencontres informelles, l'espace public s'est spécialisé (commerce, circulation automobile ou piétonne, parcs et jardins, loisirs sportifs, spectacles, cimetières) en se distinguant, dans les villes occidentales, d'une part, des édifices publics, d'autre part, des espaces du travail et de l'habitat⁴. »

- 5 Pour le paysagiste Michel Corajoud, l'espace public, c'est l'ensemble des lieux ouverts, accessibles à tous les citoyens sans distinction de race, de classe ou de sexe, et qui se caractérisent ainsi par une grande *mixité sociale*. Ce sont également, comme il le souligne⁵, des lieux *polyfonctionnels* qui permettent des usages croisés : on s'y rend pour faire des courses, pour se promener, ou pour simplement se déplacer d'un point A à un point B. Mais, étant donné les conflits d'usage, Michel Corajoud préconise que ces usages soient régis par le principe de *l'harmonie*⁶.
- 6 En philosophie politique, la notion d'« espace public », qui a connu une grande vogue à la suite des travaux du philosophe allemand Jürgen Habermas, désigne l'espace public considéré comme le lieu du débat politique, de la pratique démocratique. Il constitue de ce fait une forme de communication. Dans son essai sur *L'Espace public*⁷ (1962), Jürgen Habermas considère l'espace public comme la sphère où évolue la figure du citoyen en tant que « fondement de toute légitimité politique⁸ ». C'est en raison de cette signification politique dérivée de la philosophie d'Habermas que Thierry Paquot est amené à distinguer l'espace public des espaces publics, notamment quand il écrit : « L'espace public n'est pas géographique ou territorial, tandis que les espaces publics sont, dans leur grande majorité, physiques, localisés, délimités géographiquement⁹. » Prenant à son compte cette distinction, Thierry Paquot explique en effet que l'espace public est un espace abstrait, un espace politique produit par les échanges verbaux, directs ou indirects, entre citoyens préoccupés par la chose publique. En fait, c'est la prise de parole citoyenne qui le fait émerger, en tant que tel. Le hall d'une gare, l'entrée d'une administration, la cour d'une université ou le cyberspace né des réseaux sociaux, peuvent donner corps à cet espace public, qui en transcende les formes concrètes, matérielles. Mais l'espace public ne peut pas être dissocié – du moins au niveau de sa genèse – des lieux publics réels : « L'espace public que décrit Jürgen Habermas revêt au moins trois "forme" : le journal, le salon et le café¹⁰ », note Thierry Paquot.
- 7 Sans perdre de vue la définition que le terme a en philosophie politique, nous avons privilégié dans notre approche l'espace public dans sa forme concrète, en tant que lieu ouvert, socialisé, bénéficiant d'une certaine visibilité, et assurant l'articulation des différents espaces urbains.
- 8 La révolution tunisienne du 14 janvier s'est caractérisée, cinquante ans après l'Indépendance de la Tunisie, par l'émergence d'un espace public : depuis le 14 janvier,

il ne se passe pas un jour sans que l'on ne voie sur l'avenue Habib-Bourguiba au centre de la ville de Tunis – qui est devenue une véritable agora – des hommes et des femmes, de tout âge, de toute catégorie sociale, de toute tendance politique, se rassembler pour discuter de la politique menée par le gouvernement provisoire, du régime présidentiel et du régime parlementaire, du mode de scrutin choisi, des déclarations des hommes politiques et des derniers événements survenus dans les différentes régions du pays.

- 9 Nous avons voulu dans ce texte aborder cette révolution sous l'angle du bouleversement spatial dont elle s'est accompagnée en décrivant la genèse de l'espace public qui s'y est produite, en analysant la dynamique d'appropriation de l'espace public par les citoyens, en montrant comment cet espace devient l'objet d'un nouvel investissement symbolique, et comment, par un jeu dialectique, la réappropriation de l'espace public a pu faire évoluer le processus politique. La réappropriation de l'espace public n'est donc pas une abstraction, mais un fait concret : elle est une expérience physique de la marche, non pas la marche lente et nonchalante du promeneur dans un paysage pittoresque, mais celle d'un groupe, ferme et résolu, poursuivant un but précis, une « marche pour », ou une marche « contre ». Les parcours qu'effectue la foule des manifestants dans la ville réactive la mémoire des lieux et y trace des parcours symboliques.
- 10 En effet, pendant la période révolutionnaire commencée en fait le 17 décembre 2010, date de l'immolation par le feu du jeune Bouazizi, qui a fait tomber le régime de Ben Ali le 14 janvier 2011, et qui s'est poursuivie tout au long des mois de février et de mars 2011, par de nombreuses manifestations et par deux grands *sit-in*, tout le territoire tunisien a été parcouru par des mouvements insurrectionnels qui en ont modifié la perception. Pendant cette période, l'espace n'a pas été seulement vécu comme le théâtre d'un soulèvement populaire. Il est devenu de fait l'enjeu de l'action politique et l'objet d'un conflit. Se confondant avec les manifestations politiques dont il a été le théâtre, il a exprimé au plus haut point les aspirations des foules. L'émergence de l'espace public comme une nouvelle composante de la vie du citoyen tunisien ne peut être appréciée à sa juste mesure que par rapport à l'état d'étouffement et de frustration dans lequel il a vécu pendant 23 ans, et au cours duquel il a été dépossédé de ses droits fondamentaux. Il a été réduit au statut d'un individu n'ayant d'existence que dans la sphère privée.

La domination et ses symboles

- 11 Sous le gouvernement de Ben Ali, il n'y avait pas d'espace public servant de creuset à la formation d'une opinion publique, comme il en existe dans les sociétés démocratiques. Car les libertés d'expression, de publication et d'association pourtant garanties par la constitution de 1959 n'étaient pas respectées. La présidence de la République, le ministère de la Communication, le ministère de l'Intérieur contrôlaient tout ce qui se publiait en Tunisie, censuraient tout ce qui ressemblait à une critique, et n'hésitaient pas à attenter à la liberté de la presse. Tous les échanges postaux, téléphoniques ou via internet semblaient contrôlés, et les sites qui critiquaient les atteintes aux droits de l'homme en Tunisie étaient bloqués. L'Agence tunisienne de communication extérieure (ATCE), chargée de la promotion de l'image du régime, de son chef et de son épouse à l'étranger, tentait de négocier avec les maisons d'édition et les auteurs le retrait des publications critiques envers la Tunisie de Ben Ali.

- 12 Les grèves qui ont éclaté dans le bassin minier (phosphate) de Gafsa en 2008 et qui ont été réprimées dans le sang par les forces de l'ordre, et dans lesquelles beaucoup d'analystes ont vu comme le prélude à la révolution du 14 janvier 2011, ont été occultées par les médias nationaux et n'ont pas fait l'objet d'un débat politique. Elles ont été exclues de la sphère publique. Les journalistes qui ont osé en parler ont été arrêtés et condamnés pour diffusion de fausses nouvelles de nature à perturber l'ordre public.
- 13 Les espaces publics étaient perçus non comme des biens appartenant à la collectivité, mais comme la propriété de l'État, et plus exactement du président et de son parti qui y organisaient les actions de propagande qu'ils souhaitaient. L'espace public, d'une manière générale, était le lieu où le pouvoir politique affirmait sa domination, en exhibant les signes de sa puissance, et en exprimant avec force ses choix idéologiques. La domination du paysage politique par le président déchu était matérialisée par l'installation dans les grandes villes de ses portraits sous la forme de posters géants, par l'attribution de la date du 7 novembre 1987 (arrivée au pouvoir de Ben Ali) à toutes les grandes avenues des villes et des villages du pays, et par la couleur mauve dont avaient été repeints la plupart des édifices publics.

Les posters géants

- 14 Comme tout État totalitaire, le régime de Ben Ali a pratiqué le culte de la personnalité. Les portraits géants du président Ben Ali (figure 1) ont été installés dans les grandes places de toutes les villes. Tout en rappelant la toute puissance du Président déchu et de son parti, ces posters ont contribué, par leur gigantisme, à instaurer le culte de la personnalité, à faire de Ben Ali, le symbole de la stabilité et de la sécurité, justifiant sa prétention à un cinquième mandat.

Figure 1. Poster géant, ex-place du 7-novembre, Tunis, 7 novembre 2009

Source : Hamideddine Bouali.

Le chiffre 7

- 15 Ayant écarté du pouvoir le président Habib Bourguiba le 7 novembre 1987, Ben Ali a fait du chiffre 7 son chiffre symbolique. Aussi ce chiffre est-il devenu omniprésent dans l'espace public :

- la chaîne de télévision nationale a été baptisée du nom de « Canal 7 » ;
- à l'indicatif du téléphone fixe de toutes les régions a été ajouté le chiffre 7. Tunis : c'est le 71, Sousse, c'est le 73, le Kef, c'est le 78...
- la date du 7 novembre, avec le chiffre 7 bien mis en valeur, à cause de son riche symbolisme, est imprimée sur tous les billets de banque (figure 2).

Figure 2. Le chiffre 7 sur les billets de banque tunisiens

Source : Emna Khémiri, billets de banque tunisiens.

- 16 En circulant dans l'espace social et économique, ces billets deviennent des moyens de propagande au service du régime politique, dont ils consolident la légitimité. Même l'architecture de certains bâtiments publics, comme le siège de l'Organisation du patronat, l'Utica¹¹, a été conçue pour rappeler la morphologie du chiffre 7 (figure 3).

Figure 3. Siège de l'Utica, Tunis

Source : Emna Khémiri, www.wikipedia.org.

La vague mauve

- 17 Le régime de Ben Ali s'est emparé aussi du mauve, l'une des couleurs les plus spirituelles et délicates, pour en faire le symbole d'un pouvoir personnel. Le paysage urbain tunisien a été saturé de mauve sous diverses formes et sur différents supports.

Le mauve a envahi les rues, les places, les ouvrages publics, les façades des administrations, des entreprises, des calendriers, et des sites gouvernementaux sur le web. Même des ouvrages publics, tels les ponts et les échangeurs, ont été repeints avec cette couleur comme dans le cas de l'échangeur de la Manouba (figure 4).

Figure 4. Échangeur de la Manouba, Tunis

Source : Emna Khemiri, avril 2011.

- 18 Par cette couleur, le pouvoir s'approprie ainsi symboliquement des institutions et des ouvrages qui appartiennent à la collectivité.
- 19 Le régime de Ben Ali a produit de cette façon un espace saturé de significations idéologiques convergentes par le biais desquelles il a cherché à envahir et à « posséder » l'espace mental des Tunisiens. Tous ces signes sont devenus insupportables pour le peuple après la fuite du président déchu. Aussi voit-on les manifestants lacérer et arracher ses portraits géants des grandes places de toutes les villes, démanteler des énormes enseignes du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) du haut du siège de ce parti, avenue Mohamed-V, et exprimer par des tags leur rejet du RCD et leur révolte contre 23 ans d'oppression.

La dynamique de réappropriation de l'espace public

- 20 Pendant la période révolutionnaire, l'espace n'est pas seulement vécu comme le théâtre d'un soulèvement populaire, mais il devient aussi, en tant qu'enjeu de l'action politique, l'objet d'un conflit. Du fait des manifestations politiques dont il a été le théâtre, et exprimant au plus haut point les aspirations des foules, un espace public privilégié, comme l'avenue Habib-Bourguiba ou la Kasbah, a pu incarner une représentation symbolique de l'action politique. Il a illustré la reconquête de la

souveraineté populaire, comme ce fut le cas en France à Paris, à la Bastille ou dans la salle du Jeu de paume à Versailles, en 1789.

- 21 La réappropriation de l'espace public a pris diverses formes (une forme physique, intellectuelle et symbolique) et s'est accompagnée d'une création artistique dans l'espace public.

La réappropriation physique

- 22 La réappropriation de l'espace a été d'abord un acte physique. Les diverses actions que le citoyen accomplit dans cet espace témoignent d'une liberté retrouvée. Il peut y marcher en groupe, parler à haute voix, crier, scander des slogans, s'asseoir, et même y faire la prière. Pendant toute la période de la révolution, les citoyens ont fait l'expérience physique de la réappropriation de l'espace public.
- 23 Mais il ne s'agit pas d'une simple gestuelle semblable à celle d'une pantomime. Leurs nouvelles postures sont des actions lourdes de conséquences parce qu'elles sont effectuées par un groupe, voire une grande masse, poursuivant un objectif politique précis.
- 24 La *marche* est celle des manifestants qui crient des slogans en brandissant des banderoles ou des pancartes, hostiles à Ben Ali, puis au gouvernement de Mohamed Ghannouchi, ou qui assiègent le bâtiment du parti de Ben Ali, le RCD, dont ils demandent la dissolution. Parmi les marches les plus spectaculaires, nous retenons, bien entendu, la fameuse manifestation du 14 janvier qui a scandé « Ben Ali, assassin », « Ben Ali dégage », devant le ministère de l'Intérieur (figure 5).

Figure 5. Manifestations de la journée du 14 janvier devant le siège du ministère de l'Intérieur, avenue Habib-Bourguiba (ancienne avenue de France)

Source : Google images.

- 25 Les hauts escaliers du théâtre municipal (figure 6) sont pris d'assaut par les orateurs qui appellent à la démission du Premier ministre. Six mois après le 14 janvier, l'avenue Habib-Bourguiba reste le lieu de tous les rassemblements et de toutes les revendications.

Figure 6. Rassemblement de manifestants sur les marches du théâtre municipal de Tunis

Source : Emna Khemiri, 2011.

- 26 *Les barrages.* Ils ont été mis en place par les comités de quartier qui se sont formés spontanément pour venir remplacer une police devenue suspecte avec les tirs des milices armées sur les civils. L'organisation en fut tout à fait efficace. Dans plusieurs contrées de la Tunisie, avec les moyens du bord, un système de sécurisation des quartiers fut mis en place. La communication entre les différents quartiers voisins était assurée par les guetteurs : des jeunes gens se déplaçaient d'un barrage à un autre pour échanger les nouvelles et prévenir des menaces potentielles. À la tête de chaque groupe, un leader de 40-55 ans était désigné. Ces veillées dans les quartiers ont permis aussi la création de cercles de discussion au cours desquels les participants, qui appartenaient à des générations et à des catégories sociales différentes, se rencontraient, faisaient connaissance, échangeaient des informations et discutaient des dernières nouvelles. Après la décision du gouvernement de mettre fin à l'activité des comités de quartier, certains d'entre eux ont continué leurs activités sur le *web* en attendant de se constituer en association.
- 27 *Les sit-in de la Kasbah.* Le premier *sit-in*, ou El Kasbah I, s'est tenu du 22 au 28 janvier 2011. Il a été motivé par la volonté des protestataires d'amener le gouvernement provisoire à rompre avec le régime Ben Ali. Le second *sit-in*, appelé El Kasbah II, a commencé le 20 février et ne sera levé que le 4 mars. Il s'inscrit dans la continuité d'El Kasbah I mais formule des revendications plus radicales encore : la démission du

Premier ministre, Mohamed Ghannouchi, la constitution d'un haut comité de protection de la révolution et l'élection d'une assemblée constituante pour fonder une nouvelle république. Ces deux *sit-in* témoignent d'un effort évident de réappropriation de l'espace public par les protestataires en vue de faire avancer le processus révolutionnaire. Le schéma suivant (figure 7) montre cette nouvelle répartition de l'espace.

Figure 7. Plan schématique de l'occupation de la place du Gouvernement lors du deuxième *sit-in* à la Kasbah

Source : Emna Khémiri.

- 28 Au cours de l'occupation de la place du Gouvernement, les protestataires ont développé un véritable art de vivre ensemble, en gérant l'espace d'une manière judicieuse, confirmant ainsi la conception que se fait la philosophe Hannah Arendt de l'espace public : « Parler de l'espace public ; c'est envisager l'espace de "l'action politique", considéré sous l'angle d'un vivre ensemble, qui est marqué par la pluralité et la singularité¹². »

La réappropriation intellectuelle

- 29 L'avenue Habib-Bourguiba illustre la liberté d'expression et de manifestation reconquise par le peuple. Elle revêt la forme d'un *speaker's Corner*. Les internautes y font connaissance, y débattent des dernières nouvelles, des décisions du gouvernement, de la dissolution du RCD, du gouvernement idéal (parlementaire ou présidentiel), de la parité hommes/femmes à la Constituante, de l'islam et de la laïcité de L'État, de la justice, etc.

- 30 La presse de l'opposition envahit les kiosques qui lui étaient interdits, et attire la foule des lecteurs parce qu'elle parle un langage vrai – loin de la langue de bois à laquelle les médias avaient habitué les Tunisiens sous Ben Ali –, aborde des sujets qui intéressent les citoyens, et contribuent ainsi à constituer un espace public, ouvert et éclairé.
- 31 Ce sont principalement les journaux suivants :
- *Attariq aljadid* : organe officiel du Parti du mouvement Attajdid ;
 - *Al Mawkif* : organe du Parti démocrate progressiste ;
 - *Mouwatinoun* : journal d'un parti d'opposition légal, le Forum démocratique pour le travail et les libertés ;
 - *El Wahda* : hebdomadaire, organe officiel du Parti de l'unité populaire ;
 - *El Badil* : organe officiel du Parti communiste ouvrier tunisien ;
 - *Al Fajr* : organe officiel du Parti islamiste Ennahda.
- 32 Interdits de longue date en Tunisie, des livres dénonçant l'ampleur de la corruption sous le règne de Ben Ali et de son influente épouse Leïla Trabelsi ont remplacé dans les librairies les ouvrages à la gloire du couple présidentiel. En effet les publications censurées sous Ben Ali (figure 8) sont exposées à la librairie Al Kitab qui se trouve sur l'avenue Habib-Bourguiba, et attirent la foule des lecteurs et des curieux.

Figure 8. Vitrine de la librairie Al Kitab, sur l'avenue Habib-Bourguiba, Tunis au lendemain de la chute de Ben Ali

Source : photographies prises par Dhouha Rekik.

- 33 Comme les prix de ces livres étaient trop élevés pour les bourses tunisiennes, les éditeurs prirent la décision de proposer les six livres censurés du temps de Ben Ali, dans le cadre d'une « édition solidaire », à 10 dinars l'exemplaire. Ce sont : *Notre ami Ben Ali*, de Nicolas Beau et Jean-Pierre Tuquoi ; *Tunisie, le livre noir*, par Reporters sans frontières ; *La Régente de Carthage*, de Nicolas Beau et Catherine Graciet ; *Une si douce dictature*, de Taoufik Ben Brik, *L'Europe des despotes*, de Sihem Bensedrine et Omar Mestiri et *La Force de l'obéissance*, de Béatrice Hibou (figure 9).

Figure 9. Couverture de l'édition solidaire : six livres contre l'oubli

- 34 Ces ouvrages, qui retrouvent, à la faveur de la révolution, les lecteurs auxquels ils étaient destinés et l'espace politique où ils peuvent exercer une certaine influence, viennent nourrir la réflexion et enrichir les débats.
- 35 Les journaux français, souvent saisis dès qu'il y était question d'une appréciation négative de la situation des droits de l'homme en Tunisie, sont désormais disponibles, comme *Libération*, *Le Monde*¹³ ou le *Canard enchaîné*.
- 36 Aux terrasses des cafés tunisois, les consommateurs n'ont plus peur que leurs discussions politiques soient écoutées par la police à la solde du régime. Ils s'expriment en toute liberté sur tous les sujets qui concernent l'avenir de leurs pays.

Les formes symboliques de la réappropriation

- 37 La réappropriation de l'espace urbain a été aussi une affaire de symboles. Il s'agissait de détruire, d'effacer les signes de l'ordre ancien associés à la dictature, à la corruption et à la répression policière, et d'inscrire dans l'espace public de nouveaux symboles. En effet le processus de la « débénalisation¹⁴ » de la rue s'est accompagné d'une « resémantisation¹⁵ » révolutionnaire de l'espace urbain. Les portraits du président en fuite, arrachés, ont été foulés au sol. Même les camions de l'armée ont été forcés de rouler dessus. Toutes les plaques portant le nom de rue ou avenue du 7 novembre sont arrachées et jetées dans les bennes à ordures (figure 10).

Figure 10. Photographies illustrant les formes de rejet des anciens symboles de la dictature

Source : photographies de Hamideddine Bouali., URL : <http://du-photographique.blogspot.com/>.

- 38 Mais la révolution ne se contente pas de détruire les anciens symboles de l'oppression. Elle produit à son tour ses propres symboles, des symboles de libération, comme en témoigne cette cage d'oiseau brandie à la manifestation du 14 janvier (figure 11).

Figure 11. Photographie d'un jeune homme brandissant une cage de laquelle s'envole le drapeau tunisien

Source : les Archives de la révolution Tunisienne.

- 39 La révolution a produit en effet un riche matériel symbolique : des graffitis et les tags inscrits sur les murs et sur les monuments, des panneaux publicitaires représentant des artistes et des joueurs couverts du drapeau national, des banderoles commémorant le martyr et célébrant la révolution, des affiches, des plaques portant les nouveaux noms de rue et des places... Elle a surtout revalorisé le drapeau tunisien qui a remplacé sur les places publiques les portraits géants du président déchu. Le peuple de Sidi Bouzid a pris l'initiative de recouvrir la tombe de Bouazizi du drapeau national (figure 12), geste qui aurait valu aux auteurs de cet acte des années de prison sous le régime de Ben Ali.

Figure 12. Les proches de Mohammed Bouazizi, sur la tombe du défunt, le 19 janvier 2011 à Sidi Bouzid

Source : AFP.

- 40 Le peuple se réapproprie le drapeau tunisien qu'il brandit dans les manifestations, signifiant par là qu'il a recouvré sa souveraineté (figures 13 et 14).

Figure 13. Drapeau de la nation porté par les manifestants, la Kasbah, 25 février 2011

Source : Hamideddine Bouali, « La Nation au-dessus de tout », la Kasbah, 25 février 2011.

Figure 14. Manifestants couverts du drapeau tunisien sur l'avenue Habib-Bourguiba

Source : Hamideddine Bouali, « Tunisie en marche », avenue Habib-Bourguiba, 20 mars 2011, <http://du-photographique.blogspot.com/>.

Les graffitis

- 41 La révolution s'est traduite par une floraison des graffitis qui changent le décor et la perception de l'espace urbain. Les murs de la ville deviennent les supports sur lesquels les manifestants inscrivent leurs revendications et leurs aspirations. Certains des slogans rappellent ceux de mai 1968 en France comme par exemple : « Soyons réalistes, exigeons l'impossible » (figure 15) ; ou le slogan de la campagne électorale de Barack Obama : « Yes, we can ».

Figure 15. Expression des manifestants sur les murs du palais du gouvernement à la Kasbah

Source : Photographie de Hamideddine Bouali, « Exigeons l'impossible », la Kasbah, 24 février 2011, <http://du-photographique.blogspot.com/>.

- 42 Les banderoles brandies au cours de manifestations et les slogans criés par les manifestants emplissent l'espace public et montrent le peuple parlant d'une seule voix, s'élevant contre l'injustice et la tyrannie. Parmi les slogans qui ont été scandés avant le 14 janvier, et qui expriment des revendications à la fois sociales et politiques, nous trouvons ceux-ci dont la traduction française ne rend malheureusement ni la musicalité, ni les riches connotations : « Citoyens chômeurs, participez à la révolution », « Du pain et de l'eau, mais Leïla non », « Fidèles, fidèles au sang des martyrs » ; « N'abandonnons pas, ne nous vendons pas. Le sang de Bouazizi ne sera pas perdu », « Justice réveille-toi, une coiffeuse te commande », « Emploi, liberté, dignité, citoyenneté », « Citoyen rejoins-nous contre la répression et l'humiliation »¹⁶. Après le 14 janvier, les slogans deviennent plus nettement politiques : « Ben Ali dégage », « RCD dégage », « Tunisie libre, RCD dégage », « À bas le RCD », « Le peuple réclame la dissolution du gouvernement », « On ne nous volera pas notre révolution ».

La réappropriation artistique

- 43 Sous Ben Ali, les artistes n'avaient pas le droit d'intervenir sur l'espace public. Tourner un film, réaliser une performance ou mettre en place une installation nécessitaient l'autorisation du ministère de l'Intérieur qui généralement rejetait la demande.
- 44 Après la révolution, de nombreux groupes artistiques interviennent dans et sur l'espace public. On peint sur les murs, sur les voitures carbonisées, et sur les vieux bâtiments délabrés. Une nouvelle revue appelée ZAT¹⁷ (Zone artistique temporaire) se fait l'écho de ces nouvelles manifestations qui attirent un public nombreux. Parmi les différentes formes d'art dans la rue, l'expression murale reste la plus répandue (figure 16).

Figure 16. Un jeune artiste peignant le portrait du martyr Mohamed Bouazizi

Source : Sélim Gribaa, la Kasbah, 27 janvier 2011.

- 45 On retrouve, un peu plus tard, des formes préfabriquées, plus travaillées comme les pochoirs dont les messages sont toujours aussi politisés (figures 17 et 18).

Figure 17. Pochoirs sur les murs de la Kasbah, février 2011

Source : Nacer Talel, la Kasbah, 25 février 2011.

Figure 18. Pochoirs en hommage aux héros de la résistance contre le colonialisme : Mohamed Ali Hammi, Hédi Chaker, Lazhar Chraïti

Source : Emna Khémiri, El Manar 1, Tunis, avril 2011.

Conclusion

- 46 Cette période révolutionnaire qui a commencé en fait le 17 décembre 2010, date de l'immolation par le feu du jeune Bouazizi, a fait tomber le régime de Ben Ali, le 14 janvier 2011. Elle s'est poursuivie tout au long des mois de février et de mars 2011, par de nombreuses manifestations et par deux grands *sit-in*. Tout le territoire tunisien a été parcouru par des mouvements insurrectionnels qui en ont modifié la perception.
- 47 Pendant cette révolution, l'espace urbain n'a pas été seulement vécu comme le théâtre d'un soulèvement populaire, mais il est devenu également l'enjeu de l'action politique, l'objet d'une réappropriation physique, politique, symbolique et artistique qui a projeté les Tunisiens du jour au lendemain dans l'espace de la discussion propre aux nations démocratiques. L'émergence de cette spatialité a été la condition de l'avènement d'une démocratie délibérative où chaque décision n'est légitime que si elle a été précédée d'un débat public.
- 48 Grâce à la révolution du 14 janvier 2011, la Tunisie s'apprête à entrer réellement dans l'ère démocratique, inséparable de l'espace public urbain qui s'est matérialisé dans deux lieux de mémoire, hautement symboliques, l'avenue Habib-Bourguiba et la Kasbah. De la place qui sera faite à cet espace public dans la seconde République, dont on va écrire la Constitution, dépendra l'avenir des Tunisiennes et des Tunisiens.

Je remercie Pierre Donadieu et Roland Vidal pour leurs contributions, corrections et relectures de cet article issu de mon mémoire de master à l'École nationale supérieure du paysage de Versailles.

BIBLIOGRAPHIE

- Collectif, « Citoyenneté, civisme, civilité », *Les Carnets du paysage*, n° 1, Arles/Versailles, Actes Sud/ENSP, 1998.
- Corajoud, M., « Espaces publics, conflits d'usage », *Les Carnets du paysage*, n° 1, Arles, Versailles, Actes sud/ENSP, 1998.
- Dégage. *La révolution tunisienne. Livre – témoignages*, Tunis, Alif et Paris, Édition du Layeur, 2011.
- Donadieu, P. et Mazas, É., *Des mots de paysage et de jardin*, Paris, Educagri, 2002.
- Fellous, C., *Avenue de France*, Paris, Gallimard, 2001.
- ZAT, *Penser la ville autrement*, n° 2, mai 2011.

NOTES

1. Paris, Gallimard, 2001, p. 92.
2. « De 1959 au milieu des années 1960, l'expression « paysage urbain » se diffuse de manière significative dans les discours des critiques, puis des architectes et des urbanistes en France [...] » écrit Hélène Jannière, « De l'art urbain à l'environnement : le paysage urbain dans les écrits d'urbanisme en France, 1911-1980 », *Strates* [En ligne], 13|2007, mis en ligne le 05 novembre 2008, URL : <http://strates.revues.org/5223>
3. Paquot, T., *L'Espace public*, Paris, La Découverte, 2009, p. 3.
4. Donadieu, P. et Mazas, E., *Des mots de paysage et de jardin*, Paris, Educagri, 2002, p. 105.
5. Corajoud, M., « Espaces publics, conflits d'usage », *Les Carnets du paysage*, n° 1, Arles/Versailles, Actes Sud/ENSP, 1998, p. 6-15.
6. « (...) l'espace public que nous avons en tête est un espace de cohabitation harmonieuse. » *Ibid.*, p. 98.
7. *Ibid.*
8. Paquot, T., *L'Espace public*, Paris, La Découverte, 2009, p. 3-4.
9. *Ibid.*
10. *Ibid.* p. 29.
11. Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat : L'Utica est organisée en unions régionales de l'industrie, du commerce et de l'artisanat présentes dans chaque gouvernorat. Elle a été dirigée depuis 1987 par Hédi Djilani, qui est le beau-père du frère de Leila Ben Ali. Voir. http://fr.wikipedia.org/wiki/Union_tunisienne_de_l'industrie,_du_commerce_et_de_l'artisanat
12. Cité dans « Citoyenneté, civisme, civilité », *Les Carnets du paysage*, n° 1, Arles/Versailles, Actes Sud/ENSP, 1998, p. 68-69.
13. Le quotidien était interdit de publication en Tunisie depuis l'expulsion de son envoyée spéciale Florence Beaugé, en octobre 2009.
14. Aloisi, S., « La "débénalisation" à l'œuvre en Tunisie depuis le 14 janvier », *La Provence*, 7 mars 2001.
15. Nous empruntons cette expression à Barthe et Smida dans « Nouveaux lieux communs et modernité urbaine dans l'espace résidentiel nord de Tunis », *Correspondances, Bulletin de l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC)*, n° 69, 2002, p. 13.

16. *Dégage. La Révolution tunisienne. Livre – témoignages*, Tunis, Alif et Paris, Édition du Layeur, 2011, p. 128-129.

17. Voir ZAT, *Penser la ville autrement*, n° 2, mai 2011.

RÉSUMÉS

Dans cet article, nous abordons la révolution tunisienne du 14 janvier 2011 sous l'angle du bouleversement spatial et culturel dont elle s'est accompagnée. Nous tentons d'y décrire la genèse difficile de l'espace public, en tant que lieu de discussion et de remise en cause de l'ordre politique, moral et social, à la fois par rapport à la tradition arabo-islamique que par rapport au régime dictatorial de Ben Ali. Nous y tentons d'y jeter la lumière sur les diverses formes qu'a revêtues la dynamique de réappropriation de l'espace public par les citoyens. Nous y insistons en particulier sur le caractère dialectique de cet acte de réappropriation. L'espace y fonctionne non seulement comme le théâtre de la révolution à laquelle il donne l'occasion de prendre corps dans des lieux hautement symboliques – comme l'avenue Habib-Bourguiba ou la Kasbah – mais il est aussi l'enjeu d'une lutte : la réappropriation d'un espace officiel comme la Kasbah à l'occasion des différents *sit-in* a entraîné une radicalisation du processus révolutionnaire.

In this article, one shall address the Tunisian Revolution of January 14th 2011 from the perspective of the spatial and cultural upheaval it brought. One shall try to describe the difficult genesis of the public space – as a place of debate and of challenging the political, moral, and social order – both in relation to the Arab-Islamic tradition and to the dictatorial regime of Ben Ali. One will also attempt to shed some light on the various shapes of the re-appropriation dynamics of the public spaces by the citizens. One shall focus more particularly on the dialectical nature of this re-appropriation act. In this action, the space works not only as the theatre of the revolution, and gives it the opportunity to become concrete in highly symbolical places – such as the Habib-Bourguiba avenue or the Casbah –, but it is also what is at stake in a struggle: the re-appropriation of an official space such as the Casbah, on the occasion of the various “sit-ins”, provoked a toughening of the revolutionary process.

INDEX

Mots-clés : espace public, la Kasbah, révolution du 14 janvier 2011, sit-in, Tunisie

Keywords : public space, the Casbah, the Revolution of January 14th 2011, sit-in, Tunisia

AUTEUR

EMNA KHEMIRI

Ingénieur paysagiste de l'Institut supérieur d'agronomie de Chott-Mériem (université de Sousse) en Tunisie, elle a obtenu le diplôme de master « Théories et démarches du projet de paysage » (ENSP Versailles/université Paris 1 Sorbonne/AgroParisTech) en 2011.

emna.khemiri[at]gmail[dot]com